

Suède : A quelques minutes de l'accident majeur nucléaire

Source : quotidien allemand TAZ du 03 août 2006

Il y a une semaine, on est passé très près de la catastrophe nucléaire dans le réacteur de la centrale de Forsmark I en Suède. Suite à un court-circuit plusieurs systèmes de sécurité ont été défaillants. Un expert dans la construction de ce type de réacteur affirme que le hasard a évité la fusion du cœur. L'Europe est vraisemblablement passée à deux doigts d'un nouveau Tchernobyl.

Drôme : tuée par un chasseur en cueillant des champignons

■ L'accident s'est produit hier en début d'après-midi dans les sous-bois de la commune de Cliousclat (Drôme). Une femme de 44 ans a été abattue par un chasseur, alors qu'elle cherchait des champignons. L'homme, un chauffeur routier âgé de 48 ans travaillant en Haute-Savoie, était parti à la chasse au sanglier. Selon les premiers éléments de l'enquête, il a ouvert le feu en voyant un buisson bouger. Malgré l'intervention rapide des secours, Pascale Romain, mère de deux enfants, est décédée des suites de ses blessures. Le chasseur a été placé en garde à vue.

Hommage à Roger Lorin

Bonjour.

J'ai été élève de Roger Lorin dans les années 61 à 63 au lycée technique de Voiron, nous disions " la Nat ". Lui c'était " Le Pap's " eu égard à son nœud papillon. Il m'aimait beaucoup, j'étais plutôt doué en dessin mais il m'apprit à voir du vert et du violet là où je peignais de grands à-plats verts, à casser les formes trop bien dessinées pour " supprimer le réel et faire voir mes sentiments " ... Je me souviens de paysages de la Dombes, de l'arbre piège à ciel, d'un triptyque pour le Prieuré vus au lycée ou au Prieuré lorsqu'il nous donnait rendez-vous le Dimanche pour le retaper... Pendant longtemps, j'ai peint en imitant (in)consciemment son style. Je le retrouve ici au hasard d'un surf sur Internet.

Pouvez-vous me dire où l'on peut voir ses toiles, musées, sites Internet.... Ce serait un grand bonheur de renouer ce lien ancien.

Merci.
Amicalement

Joël

Le parc éolien français monte en puissance et atteindra 1.500 mégawatts (MW) à la fin 2006 contre 757 MW fin 2005, a annoncé Michèle Pappalardo, présidente de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Ademe lors d'un colloque à Amiens.

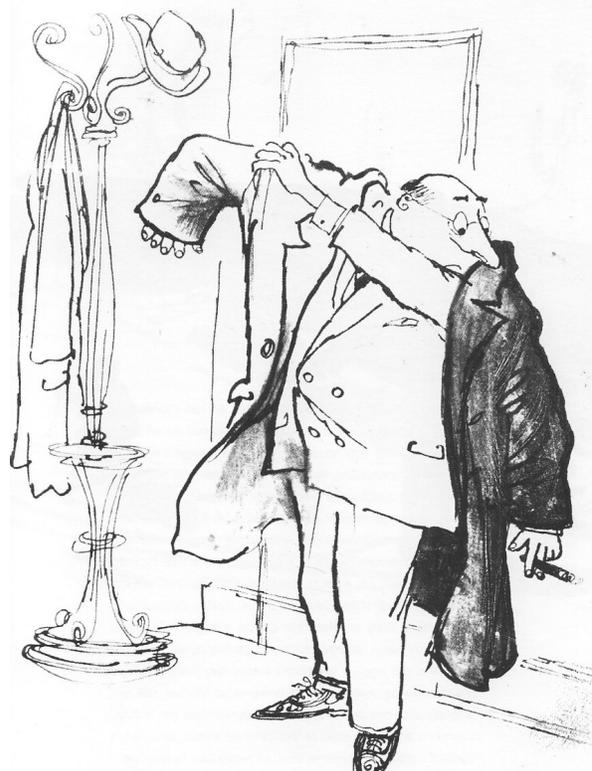
La vie communale : Le huis -clos Le saviez vous ?

« Seul le **conseil municipal** peut décider de siéger à huis-clos. En conséquence, est **irrégulier** le huis clos décidé à la seule initiative du maire et sans que le conseil municipal ait été appelé à le décider »

et

« le procès-verbal de séance, le registre des délibérations, les extraits à afficher doivent être établis dans les mêmes conditions qu'au cas de séance publique, notamment comporter la mention des **questions abordées** au cours de la séance à huis clos »

en vrac



ARTISTES D'AILLEURS -

– Cher pays de mon enfance...

Appelons-le Mamadou ou... Angeline !

... Ils ont des voix magnifiques, ce sont des artistes connus ou inconnus, et respectés dans leur pays. L'organisateur d'un festival en Bretagne... ou en Lorraine, l'a invité(e) pour une fête du printemps de ce côté-ci du globe. Tout est prêt : toutes les pièces administratives ont été fournies.

Mais Mamadou ou Angeline ne viennent pas. Nous ne les entendrons pas. On ne leur a pas délivré de visa. Pourquoi ? Parce que le droit du travail, le Ministère de la Culture, l'ambassadeur et même la police des frontières ne comptent pas devant le pouvoir du Ministère de l'Intérieur. Il faut savoir en effet que dans chaque consulat un fonctionnaire de ce Ministère a le dernier mot sur toute entrée en France et en Europe.

Ces incidents sont de plus en plus fréquents. Ils pèsent sur toutes les programmations qui impliquent un ou plusieurs artistes venus de pays non européens.

Nous, professionnels et publics, nous subissons de plus en plus souvent l'arbitraire de décisions non motivées, contraires aux engagements professionnels, aux politiques d'échange culturel des collectivités territoriales, aux décisions de différents services de l'état (subventions des Ministères de la Culture, des Affaires Etrangères...).

pétition

LA 1^{ère} CAUSE DE MORTALITÉ AU MONDE :

L'eau
insalubre tue
8 millions de
personnes
chaque
année, soit
15 morts par
minute..
Ensemble
nous
pouvons
arrêter cette
hécatombe
silencieuse.

sur

www.votregouttedeau.org

Offre d'emploi numéro : 038032R.

Administrateur adjoint de structure culturelle. DEUG ou DEUST exigé. Rigueur et autonomie et 1 à 2 années d'expérience exigées. 8,27 Euros brut de l'heure. 24 heures par semaine. Soit, sur une base de 22 jours de travail par mois, 873 Euros brut, environ 698 Euros net! Le tout en Contrat Accompagnement Emploi!
Car il est de notoriété publique qu'un DEUG est, par définition, un crétin qu'il faut accompagner vers l'emploi et que les universités ne fabriquent que des incapables! Question : va-t-on imposer un tuteur à ce DEUG afin de lui apprendre la vie et quel diplôme devra posséder ce tuteur? Un Master? Un Doctorat?
Question : si l'on fait preuve de rigueur et d'autonomie doit-on être accompagné? N'y a-t-il point là comme une antinomie?

Encore une offre d'emploi dont l'ANPE/MEDEF nous dira qu'elle reste non pourvue... peut-être pas très longtemps car l'être humain est ainsi fait qu'il éprouve rapidement le besoin de manger quel que soit son niveau d'études! Et pour ceux qui ne sont "que" bacheliers ou qui ne possèdent "qu'un" C.A.P. que reste-il? L'esclavage, bien sûr!

Mais bon, j'ironise sûrement, puisque que l'on nous dit que "Le chômage a ENCORE baissé"... Cette phrase rejoindra certainement la poubelle des mensonges d'état en compagnie de "Nous vaincrons car nous sommes les plus fort" (France, 1939) et "La guerre est finie" (Irak, premier mai 2003)..
Bonne année 2007 et n'oubliez pas de voter pour "le candidate Sarkolène Royalsy" dès le premier tour afin de bien montrer votre désir d'insertion...

Dresser un état des lieux des exportations d'armements au niveau mondial relève de la gageure en l'absence d'instruments de mesure définis au niveau international, comme le prévoit d'ailleurs le projet de traité international sur le commerce des armes

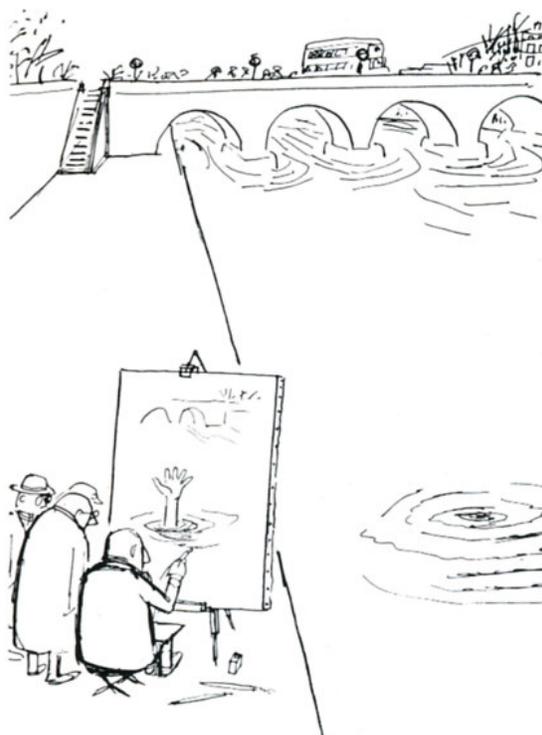
(sources tableau : Sipri Yearbook 2005).

Top 10 des exportateurs

Rang	État	2004	2000-2004
1	Russie	32,3 %	31,9 %
2	États-Unis	28,5 %	30,7 %
3	France	11,1 %	7,5 %
4	Allemagne	5,7 %	5,8 %
5	Royaume-Uni	5,1 %	5,3 %
6	Ukraine	2,4 %	2,5 %
7	Canada	2,8 %	2,0 %
8	Chine	0,7 %	1,7 %
9	Suède	1,4 %	1,5 %
10	Israël	1,5 %	1,5 %

Top 10 des importateurs

Rang	État	2004	2000-2004
1	Chine	11,7 %	13,8 %
2	Inde	12,4 %	10,1 %
3	Grèce	7,5 %	6,2 %
4	Royaume-Uni	0,9 %	4,0 %
5	Turquie	2,2 %	3,9 %
6	Égypte	2,1 %	3,7 %
7	Corée du Sud	3,8 %	3,3 %
8	Émirats arabes unis	6,5 %	3,1 %
9	Australie	1,7 %	2,6 %
10	Pakistan	1,8 %	2,4 %



FROMAGE : Sarko nous dit qu'il va s'en occuper ?

Régimes spéciaux chez nos élus :

Régimes spéciaux auxquels on ne touche pas :

A l'Assemblée nationale, les années de travail comptent double. Un mandat de cinq ans est assimilé à dix années d'activité. Pour financer ce régime de retraite très favorable, les députés versent 20% de leur indemnité avec cependant 5% de prime par enfant. Pour peu que l'élu(e) ait quatre enfants...

Quelques chiffres :

Après un premier mandat de cinq ans, un député perçoit une retraite mensuelle de 1581 euros ; pour un sénateur (mandat de neuf ans), la retraite est de 2827 euros.

Après un deuxième mandat de 5 ans, notre député peut prétendre à une retraite mensuelle de 3162 euros et après un troisième à 4743 euros.

Les députés peuvent cumuler leurs pensions avec celles provenant d'autres activités et autres mandats tels que maire, conseiller général ou régional, ministre... des droits bien différents de ceux des salariés du public ou du privé.

Un député peut prétendre à sa retraite à l'âge de 55 ans, un sénateur à l'âge de 53ans, et a donc dès ce moment, des revenus suffisants pour vivre convenablement. Le brave homme la brave dame, pourraient faire, comme un bon nombre de retraités d'autres professions qui travaillent gratuitement dans les associations, des prestations bénévoles en abandonnant ces indemnités qui participent elles aussi aux divers trous financiers nationaux, à la charge de l'Etat, etc. Mais de façon générale nos élus s'accrochent à leurs fonctions et à leurs... régimes spéciaux.

Infos parues dans "LE PATRIOTE DE L'ARIEGE"

Beurk !!

D'après l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 118 milliards de dollars en 2005. Un triste record. À l'échelle planétaire, ces dépenses équivalent à 173 dollars

Le coin qui donne des haut-le-cœur !

PUBLICITE SAUVAGE :

Communiqué de presse du 10 janvier 2007

Vendredi 12 janvier 2007 à 9 heures * sept membres du **"Collectif des déboulonneurs"** comparaissent devant le tribunal correctionnel de Paris pour avoir inscrit, le 28 octobre 2006, des slogans (à la peinture à l'eau !) sur des panneaux publicitaires 4 X 3 installés devant la gare d'Austerlitz.

De son côté, depuis des années, **Paysages de France** dénonce les multiples violations au Code de l'environnement commises par des sociétés d'affichage, y compris des sociétés de tout premier plan.

Cette situation est notamment la conséquence directe de la carence de l'Etat et de ses représentants (préfets) : Paysages de France est très souvent obligée de saisir la justice pour obtenir le respect de la loi et le démontage de panneaux irréguliers. **L'association a d'ailleurs obtenu la condamnation de l'Etat à 18 reprises.**

Paysages de France a déposé des dizaines de plaintes auprès de procureurs de la République, y compris pour infractions délictuelles, contre des sociétés d'affichage. Jusqu'à présent, **aucune de ces plaintes n'a abouti à des poursuites !**

Paysages de France a alerté les différents ministres de l'Intérieur (J.-P. Chevènement, Daniel Vaillant, Dominique de Villepin, Nicolas Sarkozy). L'actuel ministre a été saisi à cinq reprises. Jamais aucune suite concrète n'a été donnée aux demandes de l'association.

La carence et le silence de l'Etat, les multiples violations au Code de l'environnement, le classement systématique des plaintes ne sont plus supportables.

Comment peut-on poursuivre une poignée de "barbouilleurs" de panneaux publicitaires si les afficheurs délinquants ne le sont jamais lorsque les défenseurs de l'environnement et du respect des lois le demandent ?

Le bureau de Paysages de France

A Chirens, pas de souci...

Novartis attaque l'Inde en procès

Novartis est l'une des 39 compagnies pharmaceutiques qui avait intenté un procès au gouvernement sud-africain il y a 5 ans, avec la volonté de faire annuler la loi sud-africaine sur le médicament destinée à diminuer le prix des médicaments. Aujourd'hui, Novartis se relance dans une action en justice sur le même sujet et cible cette fois le gouvernement indien.

L'Inde produit des médicaments à un coût abordable qui sont vitaux pour un grand nombre de malades dans les pays en développement. Plus de la moitié des médicaments utilisés pour le traitement du sida dans les pays en développement sont actuellement fabriqués en Inde. Ces médicaments sont utilisés pour 80% des 80.000 patients malades du sida suivis dans les programmes MSF de traitement du sida.

Si Novartis gagne son procès contre le gouvernement indien et sa loi sur les brevets, d'autres médicaments obtiendront un brevet en Inde, ce qui rendra plus difficile la production de versions génériques à un coût abordable. Cela aura des conséquences sur des millions de personnes dans le monde qui dépendent de médicaments produits en Inde.

C'est la victoire de David contre Goliath.

Monsanto Agriculture France (Bron) le mastodonte de l'agrochimie a été condamné à payer une amende de 15 000 euros. Le distributeur du Roundup, la société Scotts France, poursuivie pour les mêmes faits, a aussi été condamnée à une amende de 15 000 euros.

Le tribunal correctionnel a également ordonné la publication du jugement dans le quotidien le Monde et dans Maison et Jardin Revue.

ERB avait déposé sa plainte en 2001, scandalisée par la campagne publicitaire déployée par Monsanto. Leader en France de la vente de pesticides aux particuliers, l'agrochimiste a bâti le succès de sa gamme phare sur une image "écologique". Qualifié dans les publicités de "biodégradable", le Roundup (une dénomination générique pour une gamme de produits) était aussi censé "respecter l'environnement", "laisser le sol propre".

...glyphosate, la matière active du Roundup, dans les rivières bretonnes", Or le glyphosate est un produit dangereux pour l'environnement et la santé,

BASTA !

A Oaxaca, l'Etat le plus pauvre du Mexique,

rare sont ceux qui sont entrés dans les salons feutrés du « premier monde » que l'on promettait au pays alors qu'il signait un traité de libre-échange avec les Etats-Unis.

Pour eux, quand le gouverneur Ulises Ruiz décide de répondre par la violence aux revendications des enseignants, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : la corruption ? «Basta». La misère ? «Basta». La violence ? «Basta».

Les enseignants sont rejoints pas les paysans, les indigènes, les mouvements ouvriers, les étudiants. Les yeux rivés vers la France (de 1871), **ils s'organisent en Commune.**

Six mois que dure le mouvement et toujours pas de « figures médiatiques », mais un collectif. Toujours pas de « leader », mais des assemblées. Toujours pas de « consignes », mais des discussions.

Alors qu'en France... (celle de 2006) ... la gauche ?



Sur Internet une pétition pour protester contre l'attribution, par le Conseil Régional de l'Auvergne, d'une subvention de 700 000 euros à **l'association Céréales Vallée (dont le président Pierre PAGESSE est aussi le président du groupe Limagrain)** pour son programme "Semences de demain" qui a pour but de développer de nouvelles variétés de céréales (après lecture des génomes des variétés existantes!).

Les membres fondateurs et partenaires de l'association Céréales Vallée sont :

LIMAGRAIN,
BIOGEMMA (une filiale de Limagrain),
ULICE (une filiale de Limagrain),
JACQUET SA (une filiale de Limagrain),
UCGAI,
LIMACLUB (une filiale de Limagrain),
DOMAGRI, BARBIER,
MERISTEM THERAPEUTICS (une filiale de Limagrain),
WESTHOVE SA (une filiale de Limagrain),
BASF, NUTRIXO, L'INRA,
etc.....

Il semblerait que de l'argent public soit attribué à une multinationale de la semence. Etonnant, non ? non ? non.

La mairie de Paris confirme son intention d'expulser AC ! de son local national

Le 21 juillet, après que la **ville de Paris** et la **SIEMP, société HLM** qui appartient à la Ville de Paris et bailleur du **local national du réseau AC !** (Agir ensemble contre le chômage), aient envoyé la **police** et les **huissiers** contrôler les **précaires** au local national d'AC ! , 23 bis rue Mathis (Paris 19ème) en pleine permanence sociale.

Imaginez...

Imaginez un grand média : presse, télé, radio ou web, peu importe ; **un média qui serait totalement affranchi** de la tyrannie des annonceurs, qui ne serait tributaire d'aucun actionnaire, qui n'appartiendrait à aucun groupe financier, bref, tout ce qui permettrait une véritable indépendance politique et éditoriale. Vous imaginez ça ? Plus de laisse, plus de muselière, plus de dressage nécessaire. Un rêve impossible ? Pas tout à fait. Il y a eu des exemples dans le passé. Aujourd'hui, il y a encore une presse comme le *Canard enchaîné*, quelques radios encore libres, ou l'internet investi par la dissidence. Autant d'îlots salutaires mais des portions fort congrues face à l'hydre du PPA, le Parti de la Presse et de l'Argent !

Demandez aux journalistes de *Libération* suspendus au bon vouloir d'un banquier. Demandez à ceux de *Politis*, le combat qu'ils ont dû mener pour continuer leur combat. Demandez à des journalistes - non pas aux vedettes vues à la télé -, mais au tout venant, à l'infanterie. Ils vous diront les pressions sur leur plume, sur leur micro ou leur caméra. Ils vous diront le chiffre d'audience de la veille affiché chaque matin dans l'ascenseur. Beaucoup finissent par plier et se ranger. D'autres résistent tant qu'ils peuvent tout en rêvant de ce grand média financièrement indépendant.

Or ce média existe. C'est Radio France. Un Service public financé par le public. Près de treize millions d'auditeurs au total chaque jour. « *La plus grande entreprise culturelle d'Europe* » dixit Jean-Marie Cavada. Et que faisons-nous de cette chance unique ? Et de cet héritage ? Car c'en est un, rappelons-le. En pleine guerre sur un fameux cahier bleu, le CNR (Conseil National de la Résistance) consigne les projets de la Résistance concernant l'information et la radio : « *Soustraire l'information aux puissances d'argent et aux hommes d'affaires qui arriveront dans les fourgons des armées de libération pour mettre la main sur notre radio* ». Ainsi naquit la Radiodiffusion Française, qui deviendra la RTF, puis l'ORTF, puis Radio France. De Londres et des maquis provient le souffle qui engendrera notre radio d'Etat. Malgré le temps, les dérives, les comités d'écoute, la mainmise gouvernementale sur l'information, l'indépendance financière a été maintenue. **L'esprit de la Résistance a résisté.** Nous n'avons toujours pas le profit pour but. Et toujours pas de publicité (ou très peu et, à la rigueur, on pourrait s'en passer). N'oublions pas que les français sont plutôt publiophobes. L'absence de publicité est notre meilleur atout. Mais n'oublions pas les raisons et le sens de cette indépendance. Voilà où réside la « *différence* » que nous avons à préserver et à faire entendre. Une différence menacée en ces temps de privatisation généralisée mais d'abord menacée de l'intérieur, lorsque les sondages d'audience de Médiamétrie deviennent la boussole, la sanction et l'unique pensée.

Chacun sait pourtant les conditions douteuses dans lesquelles ces chiffres sont élaborés. Les sondeurs eux-mêmes en reconnaissent le caractère hasardeux. Et pourtant nous voici assignés au dogme du chiffre.

Cinq fois par an, la publication des sondages est attendue comme le grand Oracle. Ou bien votre flèche monte, ou bien votre flèche descend. Plus rien d'autre ne compte, la qualité, l'invention, la recherche, la controverse, la découverte, l'hésitation, le bénéfice du doute, tout ce qui fait l'humus et l'étoffe d'une culture et qui chercherait à redonner un sens à une telle entreprise dans les turbulences du temps. Rien de tout cela. Plus aucune considération pour un fait pourtant constant dans l'histoire humaine : toutes les Lumières, toutes les grandes conquêtes de l'esprit, toutes les grandes émancipations collectives, apparaissent d'abord minoritaires et subversives. Dans les idées, comme dans l'art, comme dans la politique. Avec l'audimat, pas de Galilée, pas de Van Gogh, pas d'Einstein, même pas un Desproges. Et Proust, sa flèche, elle monte ou elle descend ? C'est la seule question : « *Comment faire monter la flèche ?* »

On peut le comprendre pour les radios commerciales soumises à la loi de l'annonceur et du propriétaire. Les règles sont claires : des chiffres. Mais nous ? Nous, on n'est pas obligés. Et pourtant, **l'Eglise de Chiffrologie partout étend son règne.** A Radio France, devant un aréopage pénétré, les chiffres magiques sont projetés, interrogés et savamment interprétés selon des rites incantatoires empruntés aux antiques devins qui scrutaient le vol des oiseaux ou les entrailles des poulets et donnaient un avis qui, miraculeusement, venait confirmer les ordres - toujours perspicaces -, de l'Empereur.

Certes, nous faisons de la radio pour être écoutés par tous et une indication d'audience est un important paramètre. Mais c'est devenu le seul, la seule et l'unique augure. Aucun but collectif, aucun horizon, aucune réflexion sur le sens à donner aujourd'hui à ce bien public, aucun autre sens que la flèche.

Faute d'imagination, faute d'ambition, faute de légitimité, faute de confiance dans la qualité et le talent des équipes, nous sommes comme un cheval libre qui, apeuré par les grands espaces, viendrait s'aligner sur les chevaux d'attelage et de trait.

Là-bas (si j'y suis...)

P.S. : Et que disent ces sondages - rendus publics le 16 novembre -, concernant France Inter, pour la période septembre/octobre 2006 ? La station se maintient sans retrouver les auditeurs perdus lors du referendum de 2005. Les nouvelles émissions font à peu près les mêmes audiences que les précédentes, plutôt un peu moins pour l'instant.

Grâce aux fidèles AMG (Auditeurs Modestes et géniaux) que vous êtes, Là-bas a doublé l'audience de la tranche de 15 heures, passant de 0,3 à 0,6 points d'audience, soit 150 000 auditeurs supplémentaires et donc un total de 300 000 auditeurs.

Mais ce chiffre ne fait que confirmer la marginalisation de l'émission voulue par Radio France. Notre audience moyenne à 17 heures était de 1 point soit 500 000. C'est donc bel et bien 200 000 auditeurs de moins.

Mais la direction, très fière de son résultat, va en étendre le principe en plaçant des émissions qui ont une bonne audience dans des tranches creuses afin de les remonter. Ceci étant le seul moyen de démontrer définitivement qu'il n'y avait aucune volonté de marginalisation politique de Là-bas. C'est ainsi que, prochainement, la chronique de Jean-Marc Sylvestre sera diffusée à 3heures 45 du matin, juste avant « Le téléphone sonne » à 4 heures. Dès janvier 2007, Guy Carlier passera à 23 heures, et ainsi de suite.

Si vous avez des suggestions, ne manquez surtout pas d'en faire profiter la direction de France Inter, toujours friande de dialogue et d'interactivité. Par avance merci.